

VLADIMIR OU BORIS ?

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

dimanche 21 septembre 2025

« En France, il nous faudrait un Poutine » : tel était le titre d'une enquête menée par *La Croix Hebdo* du 12 septembre 2025, qui nous a frappés à l'estomac. Cet hebdomadaire fort sérieux s'est intéressé à la fraction de la jeunesse française de moins en moins intéressée par cette démocratie que la génération de leurs parents considère aussi naturelle que l'air qu'elle respire, tandis que la génération de leurs grands-parents (la nôtre) se souvient qu'elle a dû être reconquise de haute lutte contre les fascismes durant la deuxième guerre mondiale.

L'article de dix pages est centré sur quatre entretiens avec des jeunes. Le premier est un francilien diplômé d'une grande école qui a sorti la phrase titre et dit : « Le vote, c'est un truc de vieux » ; ou, les journalistes sont « une caste ». Le deuxième vit en couple dans le Loiret et ne s'en sort pas « avec les factures, l'inflation, l'essence » et rêve d'un Trump à la française : « Au moins, Trump, on comprend ce qu'il dit ». « Tous ces technos, on dirait des profs. Toujours à t'expliquer ce qu'il faut faire, ce qu'il faut penser ». La troisième voit en Poutine « un père de famille XXL ». Elle ajoute : « C'est sûr que c'est un peu le Hitler contemporain, mais, en même temps, il a redressé son pays ». « En totale galère », diplômée d'université, elle travaille chez McDonalds et n'a pas de quoi payer le train pour aller voir ses parents à Biarritz. « Mes libertés fondamentales ? J'ai zéro tune. Y a des jours, je ne mange pas. Vous comprenez ça ? Si t'as pas de piston, t'as rien ! ». La quatrième, avec son bac+5, est partie vivre dans une communauté en Charente-Maritime et affirme : « Il faut un pouvoir fort pour tenir tête aux puissances d'argent » et elle évoque un comité de salut public, un comité genre GIEC et même « une intelligence artificielle ».

Cette enquête intelligente mais ponctuelle est corroborée par le *Rapport annuel sur l'état de la France en 2024*, un document passionnant publié en octobre 2024 sous la direction de Claire THOURY, par le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), une des trois assemblées inscrites dans la Constitution, où tous les groupes de la société civile sont représentés et dont les gouvernements ignorent superbement les travaux. Ce rapport, très dense, approuvé par tous les

groupes (sauf les non-inscrits), a pour titre « Sortir de la crise démocratique », pile sur le sujet de cette Lettre.

Il est fondé sur un sondage auprès de 1001 personnes, qui est dépouillé en distinguant les tranches d'âge, le genre, et l'activité. Les jeunes « moins de 35 ans » sont souvent dans la moyenne mais se distinguent des « 36-59 ans » et des « 60 ans et plus » sur plusieurs sujets importants. Ils mettent davantage l'accent sur les inégalités sociales et ils sont plus sensibles aux discriminations selon l'âge, le genre, l'origine et le handicap. Surtout, une forte minorité d'entre eux n'a pas « le sentiment de faire partie de la société française » : 31% (!), la moyenne étant à 24%. À la question : « Je considère que la démocratie est le meilleur système existant ? » 31% des moins de 35 ans disent leur désaccord, la moyenne de l'échantillon étant à 23%. Ceci dit, les jeunes sont dans la moyenne quand il s'agit d'apprécier l'affirmation suivante : « Je pense que tous les hommes et les femmes politiques sont déconnectés des réalités des citoyens ». Ils approuvent à 77%, la moyenne de la population étant à 76%. Ce consensus sur la crise politique n'est guère rassurant.

À vous de réconcilier cette défiance démocratique avec la réponse optimiste à la question sur le bien-être : « Comment évaluez-vous votre niveau personnel de bien-être ? ». 83% des jeunes le trouvent satisfaisant (57%) ou très satisfaisant (26%), au diapason de la société tout entière (82%) ! Le seul clivage sur ce sujet du bien-être personnel, on le trouve selon le pouvoir d'achat des enquêtés : ceux et celles qui peuvent « juste couvrir leurs besoins » sont à 76% et ceux et celles qui « ne peuvent pas couvrir ces besoins » plafonnent à 58%.

Pour ajouter à notre morosité, un neveu lanceur d'alerte a attiré notre attention sur une enquête par sondage récente auprès de 5633 jeunes de l'Institut Montaigne (avec la Mutualité française et Terram ; 2 septembre 2025). Un quart des 15-29 ans déclarent qu'ils sont déprimés. Et cette proportion a augmenté nettement : ils n'étaient que 12% en 2017 et 21% en 2021. Contrairement à l'intuition, les jeunes vivant en métropoles sont davantage frappés que les jeunes en milieu rural. L'enquête cherche, sans conclure, une corrélation avec l'addiction aux réseaux sociaux : 44% des jeunes interrogés passent entre 1 et 3 heures les yeux sur leurs écrans et la proportion est forte de ceux qui y consacrent entre 3 et 5 heures de leur journée (30%). L'étude conclut : « L'écran est-il un miroir ou un poison silencieux ? »

La génération des « boomers » (nés durant le *baby boom* des années 1950 et 60) peut s'inquiéter de l'avenir de la génération Z (née depuis le début du XXIème siècle), dont une forte minorité remet en cause le système démocratique et dont une autre minorité n'a vraiment pas le moral pour envisager son évolution future.

D'autant que les deux enquêtes citées font l'impasse sur la crise climatique qui inquiète beaucoup plus les jeunes que leurs parents et grands-parents, ceux-ci niant le problème (façon Trump et climato-sceptiques) ou pensant *in petto* : « Après moi, le déluge ; je ne vais pas changer mes habitudes pour autant ».

Accablés par ces trop nombreux adeptes français de Poutine ou de Trump, nous avons fait cette semaine une belle rencontre qui nous a remonté le moral, celle de BoRiS. Le Boris en question n'est pas Boris VALLAUD, président des députés socialistes, qui a concocté un contre-budget pour 2026, bien construit (avec un équilibre entre les économies et une taxation des super-riches) et opportun, au moment où le nouveau Premier ministre cherche difficilement à faire passer un riche par le trou d'une aiguille, selon la jolie image biblique.

BoRiS nous a été présenté par Éric PLIEZ, maire du XXème arrondissement de Paris, issu de la société civile, puisqu'il a développé le réseau Aurore qui utilise des bâtiments publics en jachère (entre le moment où l'hôpital ou la caserne cesse de fonctionner et le moment où commence le chantier de transformation) pour y loger et occuper des réfugiés et des personnes fragiles. Grâce à Éric, nous avons vu en action le concept de « Bail Réel Solidaire » (BRS) que nous avons découvert au Festival des Idées de La Charité-sur-Loire, il y a quelques années.

Qu'est-ce que le BRS, que les communicants ont transformé en un sympathique BoRiS ? Le Bail Réel Solidaire est une nouvelle voie pour que les jeunes ménages puissent accéder à la propriété, comme y aspire la majorité de la population française. Le XXème arrondissement lance ce mois-ci à la commercialisation deux immeubles, chacun d'une cinquantaine de logements, à moins de 5000 euros du mètre carré, près de la moitié du prix du marché ! Comment ce miracle est-il possible ? En dissociant la propriété du terrain, qui reste publique (appartenant à la « Foncière de la Ville de Paris »), de la propriété des murs qui est acquise pour 99 ans par l'accédant. Une fois installés, les nouveaux « propriétaires » acquitteront une redevance de 2,5 euros par mètre carré et paieront les charges habituelles des propriétaires. Les candidats, probablement très nombreux, doivent s'engager à en faire durablement leur résidence principale et respecter un plafond de ressources peu contraignant puisque 87% des ménages sont éligibles. Il sera possible de revendre l'appartement, mais à un prix qui ne tiendra compte que de la hausse des prix des loyers, sans pouvoir bénéficier de la revalorisation du terrain dont les prix grimpent rapidement dans la capitale. À Paris, plus de 1000 logements BRS sont aujourd'hui en gestation. Et ce nouveau système d'accession, national, prend rapidement son essor, tant il répond à un véritable besoin.

Pourquoi parler de BoRiS à des jeunes qui rêvent de Vladimir (Poutine) ou de Donald (Trump) ? En premier lieu, parce que l'on n'est pas dans les querelles ésotériques de milliards d'euros mais dans l'amorce d'une solution concrète à un problème fondamental de la jeune classe moyenne, celle qui n'est ni pauvre ni riche et qui cherche à grimper dans l'ascenseur social, en ayant la sécurité d'un logement acquis pour la vie. Entre le logement social, trop limité en nombre, et le logement privé, trop cher en prix, il existe désormais une solution **hybride**, qui combine la solidarité et l'efficacité (et qui ne pèse pas trop sur les finances publiques).

En second lieu, parce que cette innovation sociale peut susciter une certaine fierté démocratique. Comme les « Territoires zéro chômeur longue durée », le point de départ a été une initiative décentralisée d'associations et/ou de collectivités locales qui ont cherché à boucher un trou dans la raquette du logement social.

Pour le peuple et par les représentants du peuple ! La démocratie va mieux quand elle ne marche pas sur sa tête élyséenne.